

de la sécurité humaine en Afrique. Il a fait remarquer qu'en temps de crise, souvent, le politique est malheureusement mis de côté alors que c'est exactement le moment où il faut des mesures politiques. Même si la question de sécurité humaine n'est pas nouvelle en Afrique, l'orateur a trouvé utile d'insister sur l'adéquation entre l'octroi d'aide aux pays africains et le respect par ces derniers des valeurs des pays donateurs. En effet, pour octroyer de l'aide, les pays donateurs devraient exiger aux bénéficiaires le respect de la déontologie et insister sur l'observance des critères définissant la sécurité des personnes.

Finalement, ce fut le tour de Serge Blais, responsable du programme Afrique à Développement et Paix, d'intervenir pour souligner le rôle des ONG et des États dans la prévention des conflits et de démontrer l'inutilité du NEPAD dans ce domaine. De prime à bord, l'orateur a évacué tout rôle efficace de l'État dans la prévention des conflits par le fait qu'en Afrique, dans la plus part des cas de conflit, on fait face à des États affaiblis qui ont perdu leurs capacités d'action et de gestion. Pour que cela soit possible, il faut d'abord "refonder les capacités des États qui nécessitent des réformes en profondeur". Mais, comment y arriver ? Peut-on reformer les États par le haut sans le concours de la base et s'attendre à des résultats encourageants ? Le NEPAD, tel que conçu par quelques Chefs d'État africain dont la légitimité provient de l'extérieur, peut-il être d'une quelconque utilité dans la prévention des conflits ? Il faut absolument chercher d'autres avenues: la participation de la société civile à travers les programmes d'éducation civique et la mobilisation à la base.

En effet, lorsqu'on parle de l'exploitation des différences ethniques et régionales à des fins politiques, facteurs générateurs des conflits, il n'y a que des actions des groupes sociaux à la base qui peuvent contrecarrer ce genre des manipulations. C'est un travail de longue haleine, peu visible et dont les résultats ne sont pas mesurables. Pour ce faire, des réseaux et moyens de communication doivent être mis en œuvre pour faire échec aux schémas générateurs de conflit dans lesquels les chefs de guerre veulent toujours enfermer les populations. Des moyens économiques constituent l'autre volet de prévention des conflits, surtout ceux qui sont générés par la misère et la précarité des ressources. Ici, des réseaux de micro-crédit et de coopératives se présentent comme des moyens d'action pour lutter contre la pauvreté et résorber les conflits à la base. Ces réseaux constituent en fait des lieux d'apprentissage et d'émergence des nouveaux dirigeants ayant en esprit l'obligation de rendre compte de leurs actions à la population.

Pour une réelle prévention des conflits en Afrique, il faut valoriser les initiatives locales, celles qui sont gérées par des ONG locaux. Ce sont ces ONG et leurs animateurs qui peuvent efficacement intervenir dans la prévention et la résolution des conflits. C'est pour cela qu'il faut renforcer les capacités d'action et de mobilisation de la Société civile.

Tirant la conclusion des exposés et des échanges intervenus entre les orateurs et l'assistance, le président, Alan Bones, du Ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI) a fait remarquer que l'Afrique dont on avait parlé tout au long de la séance était différente de celle qu'on entend et que l'on voit à CNN. Pour ce qui est de la sécurité humaine tout comme du NEPAD et de la prévention des conflits, le président a appelé l'assistance à éviter les positions idéologiques pour adopter une démarche pragmatique, réaliste et pratique. Récusant les soutiens et les interventions militaires en faveur des parties en conflits, Bones, a insisté sur le fait que la voie de la prévention et de la résolution des conflits en Afrique passait nécessairement